

## 426754-2026 - Competition

Belgium – Sterilisation, disinfection and hygiene devices – Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel

OJ S 118/2026 22/06/2026

Contract or concession notice – standard regime

Supplies

### 1. Buyer

---

#### 1.1. Buyer

Official name: CHR Verviers

Email: [charline.fraiture@chrverviers.be](mailto:charline.fraiture@chrverviers.be)

Legal type of the buyer: Public undertaking

Activity of the contracting authority: Health

### 2. Procedure

---

#### 2.1. Procedure

Title: Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel

Description: Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel

Procedure identifier: e01833e6-de44-4c6c-8a7a-7f8151026d96

Internal identifier: PPP0WN-571/6191/PCAN/CHRV2026/LAVENDO/078

Type of procedure: Negotiated with prior publication of a call for competition / competitive with negotiation

The procedure is accelerated: no

##### 2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Supplies

Main classification (cpv): 33191000 Sterilisation, disinfection and hygiene devices

##### 2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

##### 2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

##### 2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

##### 2.1.4. General information

**Legal basis:**

Directive 2014/24/EU

##### 2.1.5. Terms of procurement

**Terms of submission:**

Maximum number of lots for which one tenderer can submit tenders: 2

**Terms of contract:**

Maximum number of lots for which contracts can be awarded to one tenderer: 2

#### 2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

## 5. Lot

---

### 5.1. Lot: LOT-0001

Title: Pompes, laveurs, armoires de séchage, chimie, accessoires

Description: Pompes, laveurs, armoires de séchage, chimie, accessoires

Internal identifier: PO/CHRV2026/LAVENDO/\_1

#### 5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Supplies

Main classification (cpv): 33191000 Sterilisation, disinfection and hygiene devices

##### Options:

Description of the options: Options exigées (Le candidat sera obligé sous peine de nullité de son offre de remettre prix pour les options exigées suivantes : o Option exigée n°1 relative à la maintenance préventive. o Option exigée n°2 relative à la maintenance omnium.)

#### 5.1.2. Place of performance

Postal address: Rue du Parc, 29

Town: VERVIERS

Postcode: 4800

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

Additional information: CHR Verviers

#### 5.1.3. Estimated duration

Other duration: Unknown

#### 5.1.6. General information

##### Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Not required

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

#### 5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: General yearly turnover

Description of selection criterion: La capacité financière et économique du candidat est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat  
Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel général du candidat au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur à 1.000.000,00 €. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « chiffre d'affaires annuel général » de la section B du DUME.

Criterion: References on specified deliveries

Description of selection criterion: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d'une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre : la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance de meubles de pré lavage, de lave-endoscopes, d'enceintes de stockage. Pour chaque référence, le candidat précisera : • Le montant annuel du marché ; • Les dates de début et de fin ; • L'identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Critère minimum de sélection : Le candidat devra présenter au minimum : • Une référence comprenant la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins deux lave-endoscopes ; • Une référence portant sur la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins deux enceintes de stockage ; • Une référence portant sur la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins un bac ou meuble de pré lavage. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: \* 2.8.6 Situation juridique du candidat (motifs d'exclusion)  
2.8.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le candidat s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du candidat ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017). 2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le candidat relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017). 3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants : • Le candidat a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ; • Le candidat se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de

réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; • Le candidat a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ; • Le candidat a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ; • Le candidat a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ; • Le candidat a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ; • Des défaillances importantes ou persistantes du candidat ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ; • Le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ; • Le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

#### 2.8.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de la candidature

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière,

#### **Information about the second stage of a two-stage procedure:**

Minimum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 3

#### **5.1.10. Award criteria**

##### **Criterion:**

Type: Cost

Description: Prix

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 50

##### **Criterion:**

Type: Quality

Description: Valeur technique des meubles de pré lavage et des produits associés

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 10

##### **Criterion:**

Type: Quality

Description: Valeur technique des lave-endoscopes et des produits associés

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 20

##### **Criterion:**

Type: Quality

Description: Valeur technique des enceintes de stockage

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 10

**Criterion:**

Type: Quality

Description: Connecteur unique et commun pour le lave-endoscopes et l'enceinte de stockage

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 3

**Criterion:**

Type: Quality

Description: Traçabilité

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 5

**Criterion:**

Type: Quality

Description: Délai de garantie

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 2

**5.1.11. Procurement documents**

Address of the procurement documents: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/571/WN/2026>

**5.1.12. Terms of procurement**

**Terms of submission:**

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.publicprocurement.be>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Description of the financial guarantee: Cautionnement (5 % du montant initial du lot (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure)

Deadline for receipt of requests to participate: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

**Terms of contract:**

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

**5.1.15. Techniques**

**Framework agreement:**

No framework agreement

**Information about the dynamic purchasing system:**

No dynamic purchase system

**5.1.16. Further information, mediation and review**

Mediation organisation: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Review organisation: CONSEIL D'ETAT

Information about review deadlines: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT

Organisation providing additional information about the procurement procedure: CHR Verviers

Organisation providing more information on the review procedures: CONSEIL D'ETAT

Organisation receiving requests to participate: CHR Verviers

## **5.1. Lot: LOT-0002**

Title: Chariots de transport

Description: Chariots de transport

Internal identifier: PO/CHRV2026/LAVENDO/\_2

### **5.1.1. Purpose**

Main nature of the contract: Supplies

Main classification (cpv): 42415200 Works trucks

Additional classification (cpv): 33192000 Medical furniture

### **5.1.2. Place of performance**

Postal address: Rue du Parc, 29

Town: VERVIERS

Postcode: 4800

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

Additional information: CHR Verviers

### **5.1.3. Estimated duration**

Other duration: Unknown

### **5.1.6. General information**

#### **Reserved participation:**

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Not required

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

### **5.1.9. Selection criteria**

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: \* 2.8.6 Situation juridique du candidat (motifs d'exclusion)  
2.8.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le candidat s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales  
Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la

demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du candidat ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017).

2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le candidat relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017).

3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants :

- Le candidat a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ;
- Le candidat se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- Le candidat a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ;
- Le candidat a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ;
- Le candidat a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ;
- Le candidat a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ;
- Des défaillances importantes ou persistantes du candidat ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ;
- Le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ;
- Le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

#### 2.8.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de la candidature

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière,

Criterion: General yearly turnover

Description of selection criterion: La capacité financière et économique du candidat est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat

Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel général du candidat au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur à 23.000,00 €. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « chiffre d'affaires annuel général » de la section B du DUME.

Criterion: References on specified deliveries

Description of selection criterion: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d'une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre la fourniture de chariots de transport. Pour chaque référence, le candidat précisera : • Le montant du marché ; • Les dates de début et de fin des prestations ; • L'identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Critère minimum de sélection : le candidat devra présenter au minimum trois références similaires, chacune portant sur un montant annuel minimum de 7.000,00 €. Les références (destinataires) peuvent être identiques d'une année à l'autre. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.

**Information about the second stage of a two-stage procedure:**

Minimum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 3

#### 5.1.10. Award criteria

**Criterion:**

Type: Cost

Description: Prix

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 60

**Criterion:**

Type: Quality

Description: Valeur technique

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 40

#### 5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/571/WN/2026>

#### 5.1.12. Terms of procurement

**Terms of submission:**

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.publicprocurement.be>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of requests to participate: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

**Terms of contract:**

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No  
Electronic invoicing: Required  
Electronic ordering will be used: no  
Electronic payment will be used: no

#### 5.1.15. Techniques

**Framework agreement:**

No framework agreement

**Information about the dynamic purchasing system:**

No dynamic purchase system

#### 5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Review organisation: CONSEIL D'ETAT

Information about review deadlines: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT

Organisation providing additional information about the procurement procedure: CHR Verviers

Organisation providing more information on the review procedures: CONSEIL D'ETAT

Organisation receiving requests to participate: CHR Verviers

## 8. Organisations

---

### 8.1. ORG-0001

Official name: CHR Verviers

Registration number: BE0250.893.369

Postal address: Rue du Parc, 29

Town: VERVIERS

Postcode: 4800

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

Contact point: Charline Fraiture

Email: [charline.fraiture@chrverviers.be](mailto:charline.fraiture@chrverviers.be)

Telephone: +32 87219849

Internet address: <http://www.chrverviers.be/>

**Roles of this organisation:**

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation receiving requests to participate

### 8.1. ORG-0002

Official name: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Registration number: BE 0308.357.753

Postal address: Rue du Tribunal 4

Town: Verviers

Postcode: 4800

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

Email: [civil.tpi.verviers@just.fgov.be](mailto:civil.tpi.verviers@just.fgov.be)

Telephone: +32 87323610

Internet address: <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunal-de-premiere-instance-de-liège-division-verviers>

**Roles of this organisation:**

Mediation organisation

**8.1. ORG-0003**

Official name: CONSEIL D'ETAT

Registration number: BE 0931.814.266

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postcode: 1040

Country subdivision (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Country: Belgium

Email: [info@conseildetat.be](mailto:info@conseildetat.be)

Telephone: +32 22349611

Internet address: <http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr>

**Roles of this organisation:**

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

**8.1. ORG-0004**

Official name: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services

Registration number: BE 0475.480.736

Town: Antwerpen / Anvers

Postcode: 2000

Country subdivision (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)

Country: Belgium

Email: [info@3p.eu](mailto:info@3p.eu)

Telephone: +32 3 294 30 51

**Roles of this organisation:**

Procurement service provider

**8.1. ORG-0005**

Official name: FPS Policy and Support

Registration number: BE 0671.516.647

Town: Brussels

Postcode: 1000

Country subdivision (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Country: Belgium

Email: [e.proc@publicprocurement.be](mailto:e.proc@publicprocurement.be)

Telephone: +32 2 740 80 00

**Roles of this organisation:**

TED eSender

---

## Notice information

Notice identifier/version: ff08c429-1bab-4e48-8166-04e41fa35b65 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Notice dispatch date (eSender): 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 426754-2026

OJ S issue number: 118/2026

Publication date: 22/06/2026